

négligence. Je sais à quel point le secteur a été négligé en Saskatchewan et ce qu'il y manque de moyens d'éducation. Je voudrais que le projet de loi accorde plus de fonds à chacune des provinces et à chacun de leurs gouvernements pour qu'ils n'aient pas à faire combler l'augmentation des coûts, ultimement, par les étudiants pour qui le monde de l'enseignement se fermera.

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre. Le temps de parole du député est expiré.

M. Ted Miller (Nanaïmo-Alberni): Monsieur le Président, je profite avec plaisir de l'occasion qui m'est donnée de m'opposer avec vigueur aux restrictions que le projet de loi C-12 veut imposer à l'enseignement postsecondaire en l'assujettissant rétroactivement au programme des 6 et 5 p. 100. Cela me déconcerte au plus haut point de voir le gouvernement fédéral compliquer ainsi les choses pour les jeunes Canadiens qui essaient d'échapper à une situation incertaine de l'emploi en retournant au collège, à l'université ou à une école de métiers pour se préparer en vue d'une amélioration du marché du travail. La demande d'enseignement postsecondaire n'a jamais été aussi élevée dans beaucoup de nos grandes écoles parce que notre irrépressible propension à exporter des matières premières et à importer des capitaux étrangers pour nos industries nous a mis dans l'incapacité de donner des emplois aux Canadiens. La mauvaise planification des ressources et le manque de pouvoir décisionnel au Canada dans le secteur secondaire de la fabrication et l'emploi laissent à notre pays, outre les beaux discours des libéraux sur la relance et la création d'emplois, un taux de chômage de 11.1 p. 100 dans l'ensemble du pays et de 13.6 p. 100 en Colombie-Britannique.

Le gouvernement n'ignore rien des entraves à l'éducation qui existent en Colombie-Britannique ni du danger que le financement réduit serve d'excuse à de nouvelles compressions de l'aide à l'enseignement de la part d'un gouvernement provincial déjà chiche qui cherche par tous les moyens à dissimuler sa propre incompétence à mener les affaires financières et à gérer les ressources.

Au cours des années 60 et 70, les étudiants dans l'île Vancouver pouvaient compter se trouver des emplois dans l'industrie forestière pendant les vacances contre une rémunération raisonnable en s'adressant aux entreprises ou aux syndicats comme le Syndicat international des travailleurs du bois, le Syndicat canadien des travailleurs du papier et les Travailleurs des pâtes, des papiers et du bois du Canada. L'argent qu'ils gagnaient leur permettait de retourner au collège ou à l'université et de payer leurs frais de scolarité, leur pension et leurs autres dépenses courantes. Les emplois dans l'administration provinciale, dans les services municipaux et dans les entreprises locales leur étaient aussi un moyen de financer leurs études dans une large mesure.

Ces possibilités n'existent plus. Même les travailleurs qui ont de longues années d'expérience et d'ancienneté sont inscrits à l'assurance-chômage et au bien-être social depuis que les sociétés, le gouvernement provincial et les municipalités pratiquent l'austérité et les compressions des effectifs. La mauvaise performance économique et la faible demande à la consommation réduisent aussi l'embauche dans les industries de service locales et compliquent des conditions de chômage déjà sombres. Les programmes de main-d'œuvre d'initiative fédérale n'offrent pas les dispositions satisfaisantes à long terme qui

Financement des programmes établis

permettraient de préparer une autre année d'études et de formation, sauf dans le cas des jeunes dont les parents paient une partie des frais de scolarité.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a réagi à la forte demande de formation professionnelle pré et postsecondaire en réduisant les budgets, en congédiant du personnel et en limitant les options jusque-là disponibles. La réaction du secteur de l'enseignement postsecondaire aux compressions budgétaires a été de restreindre le nombre d'étudiants admis à l'université de la Colombie-Britannique, de hausser les frais de scolarité de 33 p. 100 par rapport à l'an dernier et de limiter l'accès à l'enseignement en imposant une barrière financière, ce que condamne vivement le Nouveau parti démocratique. L'accès aux maisons d'enseignement devrait être fonction du potentiel scolaire et professionnel et non des moyens économiques, comme le gouvernement de la Colombie-Britannique et les libéraux fédéraux semblent le laisser entendre.

Les partis politiques canadiens peuvent-ils croire vraiment que le Canada arrivera à relever le défi de la technologie de pointe, afin d'accroître notre compétitivité au moyen d'une meilleure productivité et de fournir à nos industries des travailleurs bien formés, compétents et productifs, s'ils privent les jeunes de la possibilité physique et financière de s'instruire de façon que nous puissions concurrencer nos rivaux industriels? Faute d'une égale confiance dans l'enseignement et la formation professionnelle, nous continuerons d'entendre les gouvernements conservateurs se plaindre du manque de productivité des travailleurs et du mal qu'ils éprouvent à attirer les entreprises. Ce non-sens dure depuis trop longtemps et est en train de compromettre l'avenir de toute une génération de jeunes qui croient que l'instruction mène à la sécurité de l'emploi, à la productivité professionnelle et au niveau de vie que leur fait miroiter la société nord-américaine.

• (1125)

Les Canadiens se doivent de dévoiler cette imposture. Les réductions au chapitre du financement fédéral des programmes établis accentuent un problème déjà grave en Colombie-Britannique. Un gouvernement provincial qui consacre des sommes phénoménales à des mégaprojets n'arrive pas à financer ses écoles publiques et ses maisons d'enseignement postsecondaire.

Nous devrions exiger que le secteur privé paie sa juste part d'impôts afin que le gouvernement puisse offrir aux jeunes la formation dont ils auront besoin pour travailler dans la Fonction publique, le secteur des affaires, le syndicalisme, la recherche et le génie et les services sociaux, et que notre pays devienne vraiment ce que nous le croyons être, soit une société progressiste, humanitaire et susceptible de fournir de l'emploi et de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Au lieu de cela, on a investi plus de deux milliards de dollars de profits à l'extérieur du Canada en 1982. Les gouvernements, qui n'ont pas su exploiter les ressources disponibles, profitent maintenant du chômage chez les jeunes en les pénalisant de vouloir obtenir l'instruction dont ils auront probablement besoin dans un monde industriel de plus en plus complexe.

Nous devons viser l'excellence dans les domaines où nous nous sommes déjà distingués par le passé. La recherche et le développement continuent d'échapper à l'industrie canadienne étant donné que notre économie de filiales répugne à effectuer